



L'année 2024 a été la plus meurtrière pour les migrants. Rien qu'en Méditerranée, 2.452 décès ont été enregistrés.

Un abject trafic

L'Europe peut-elle vraiment ignorer qu'elle finance le rapt et la vente de migrants entre la Tunisie et la Libye? Une enquête réalisée avec le soutien du Fonds pour le journalisme.

Printemps 2025, Jean-Calvin nous accueille au centre pour demandeurs d'asile d'Herbeumont, ancien complexe touristique qui surplombe les méandres de la Semois. Le Camerounais de 30 ans vient tout juste de terminer sa séance hebdomadaire avec son psychologue. Il affiche un large sourire mais son regard reste marqué par la violence et l'humiliation. Ses souvenirs sont vifs

et précis. Début 2023, il arrive en Tunisie dans l'espoir d'y trouver du travail. Deux mois plus tard, il est arrêté par la police dans la ville de Sfax et incarcéré. Après un jugement éclair "cinq minutes, sans avocat", il est condamné à une peine de huit mois de prison. À sa sortie, il obtient un document officiel de libération. Il s'étonne pourtant d'être escorté, menotté par la police, jusqu'au port de Sfax où il y rejoint des dizaines d'autres subsahariens.

"J'étais sidéré, je leur disais que je sortais de prison, que j'avais purgé ma peine et j'avais le document qui le prouvait." Qu'importe, les policiers le forcent à monter dans un bus avec 150 autres passagers noirs, des adultes et des enfants, direction la frontière libyenne. "Le bus a roulé de nuit et s'est arrêté dans un premier camp militaire. Ce que ces gens-là nous ont fait, je ne l'oublierai jamais", raconte le jeune homme en nous montrant une cicatrice à la main. "Je suis très fort, mais on m'a tellement frappé que j'ai senti l'agonie. Ils voulaient notre mort." Escortés par deux véhicules militaires, ils sont emmenés dans un second camp dans lequel ils sont à nouveau battus, puis enfermés dans "un grillage avec une antenne électrique à l'intérieur".

Après trois jours, les militaires les emmènent à bord de pick-up, prétextant qu'ils allaient être confiés à des ONG en Libye. Mais à la frontière, d'autres véhicules de police arrivent. "Le chef tunisien a remis nos téléphones et des documents dans un sac au chef libyen. En échange, ce dernier

"J'ai vu des humains qui n'en étaient plus. Ils mouraient devant moi, de faim, de soif ou exécutés."

a remis un autre sac rempli de billets. Il lui a livré la marchandise, c'est-à-dire nous!" Le convoi arrive dans une autre prison, en Libye cette fois. "J'ai pensé que pour moi c'était fini, que j'allais mourir. J'ai vu des humains qui n'en étaient plus, des corps pourris, mangés par les insectes, avec des os saillants, des gens mourant devant moi, de faim, de soif, de maltraitance et même exécutés par balle." La rançon à payer pour sortir de cet enfer: 750 euros. "C'est un commerce: les Libyens t'achètent aux militaires tunisiens, pour te revendre plus cher et tant que tu es dans la prison, ils t'exploitent en te faisant faire des travaux sans te payer." Un mois et demi plus tard, après avoir lancé une collecte, sa mère a envoyé la somme et Jean-Calvin est libéré. Il rejoint l'Europe à bord d'une embarcation de fortune en avril 2024.

Un trafic d'État financé par l'Europe

Depuis 2023, des migrants d'origine subsaharienne témoignent de déportations violentes dont ils ont été victimes à la frontière tuniso-libyenne, dénoncées par de nombreux médias et ONG. Il semblerait qu'aujourd'hui un nouveau seuil ait été dépassé. Des récits de victimes ainsi qu'un rapport accablant mentionnent un dispositif de vente de captifs organisé entre des militaires tunisiens et des milices ou militaires libyens. Détenus dans des prisons en Libye, ils ne retrouvent leur liberté qu'une fois une rançon payée par leur famille, d'où leur surnom d'"or noir".

Des récits similaires à celui de Jean-Calvin ont été mentionnés en octobre 2024, par des rapporteurs spéciaux du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme demandant aux autorités tunisiennes des informations complémentaires "concernant la vente de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile par les forces de sécurité tunisiennes à des acteurs armés non étatiques en Libye, qui placent ensuite ces personnes dans des centres de détention dans le but de demander une rançon aux familles". Allégations que Tunis a qualifiées de "malveillantes et portant atteinte à la réputation et au prestige des forces de sécurité intérieure". En →



Texte et photos:
Gaëlle Heakens

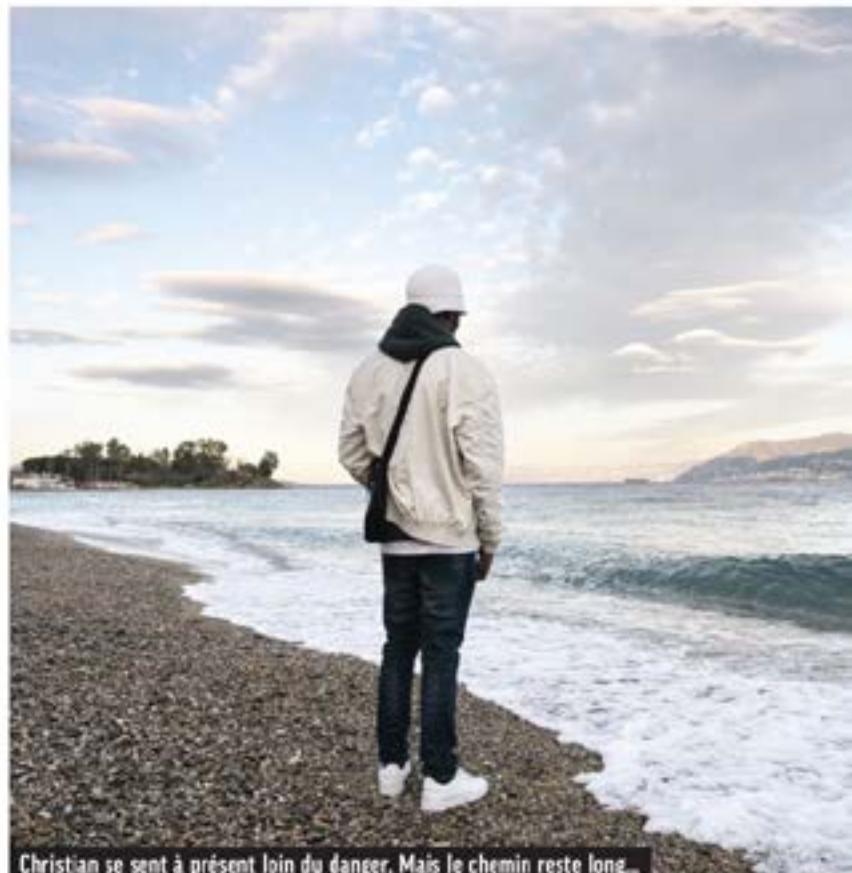
→ ajoutant qu'"aucune plainte concernant l'implication de membres des forces de sécurité dans la traite de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile n'avait été enregistrée par les structures compétentes du ministère de l'Intérieur".

Le rapport "State Trafficking" publié par RR [X], groupe de recherche composé de sociologues et anthropologues européens restés anonymes pour des raisons de sécurité, et présenté au Parlement européen en janvier dernier, met en lumière 40 témoignages de migrants expulsés de Tunisie vers la Libye entre juin 2023 et novembre 2024. Il fait état d'accusations graves, en lien avec des crimes perpétrés par un État, la Tunisie, avec la complicité de l'UE qui la finance. Les recherches de terrain ont été menées sur une période de 18 mois. "Lorsqu'on a rencontré les premiers témoins, on ne voulait pas croire qu'aujourd'hui, des êtres humains sont vendus par des personnes en uniforme à d'autres personnes en uniforme grâce à de l'argent de l'UE", mentionne un des chercheurs que nous avons interviewé. Le rapport démontre que lorsque le Mémorandum d'entente a été signé entre la Tunisie et l'UE en 2023, organisant le blocage de la migration à cette frontière maritime, un système de vente d'êtres humains s'est mis en place et serait opéré par des officiers tunisiens qui interceptent des migrants noirs, les transportent, les amènent à la frontière libyenne, les détiennent dans des camps, fixent des prix, planifient avec des officiers libyens la livraison de cette marchandise humaine et procèdent à la vente.

Échangés contre du carburant

Les prix par tête varient de 10 à 100 euros selon la taille du groupe, le physique ou le genre, les femmes ayant une valeur plus élevée car vendues comme esclaves sexuelles. Le chercheur ajoute que la zone frontalière tunisienne est militarisée et que donc, ce qui s'y opère est géré par des policiers et des militaires. Il s'agit donc d'un espace très sécurisé. La rhétorique de l'UE de lutte contre les trafiquants justifiant que la migration serait liée à cette figure diabolique du passeur est dès lors illusoire. "Ce trafic est perpétré par un État financé par nous, Européens."

"Des êtres humains vendus par des gens en uniforme à d'autres gens en uniforme grâce à de l'argent de l'UE."



Christian se sent à présent loin du danger. Mais le chemin reste long...

Christian (prénom d'emprunt) est demandeur d'asile en Sicile. Nous le rencontrons un soir de janvier à l'entrée de son "campo" où il nous présente ses éducateurs dans un italien encore approximatif. Autour d'un kebab, qu'il préfère largement à la gastronomie italienne, il entame son récit. Il a quitté son pays (qu'il préfère ne pas situer plus précisément) depuis cinq ans et s'est établi pendant quatre ans en Algérie où il a vécu de petits travaux. Sans papiers, acculé par la pression des forces de l'ordre, il choisit de se rendre en Tunisie, car la rumeur plane que la traversée vers l'Europe est possible. En novembre 2023, lui et quelques amis organisent une traversée mais sont rapidement interceptés par la garde nationale. Des policiers les font ensuite monter dans un bus: "On était au moins 100, que des Blacks, et sur le trajet, on a commencé à voir des plaques Tripoli". Arrivés au poste-frontière, à la descente du bus, des militaires placés en rangs les frappent un à un avec des barres de fer et les électrifient avec des tasers. "Ils s'acharnent sur toi en riant."

Après une fouille, le groupe a été placé dans une "grille" durant 48 heures sans eau ni nourriture. Les souvenirs du jeune homme sont intacts: "Il y avait une antenne électrique au milieu et des branchements. Nous étions en plein désert, avec un



À Herbeumont, Jean-Calvin a trouvé un apaisement fragile.

garde qui nous surveillait dans un mirador, impossible de s'évader". Au troisième jour, ils sont emmenés dans des pick-up à la frontière: "Cela s'est passé devant nous, les Libyens sont venus avec de l'argent et du carburant pour les échanger contre nous". Ils traversent ensuite la frontière à pied puis sont emmenés dans "un grand camp avec plus de 500 personnes". Seul moyen de sortir: payer la rançon. Sa captivité durera un mois et demi, la rançon payée, il a été transporté avec d'autres subsahariens à l'entrée de la ville de Zwara d'où il a traversé la Méditerranée.

Le prix des femmes

Une table à l'ombre, un cappuccino, c'est au pied d'un petit village niché dans les montagnes du Latium que Rose nous raconte son exil. Si le parcours des hommes est un enfer, celui des femmes va au-delà car réduites à l'esclavage sexuel. La Camerounaise de 36 ans a fui son pays car sa famille voulait la marier à un homme très âgé. Seule solution envisageable pour elle: partir. Elle passe un an en Tunisie, tentant de traverser la Méditerranée à quatre reprises. "Lors de la dernière tentative, la mer était agitée, c'était la panique à bord et le bateau en fer s'est littéralement cassé en deux."

Rose est restée prisonnière un mois côté libyen. "En payant le prix", comme de nombreuses femmes...

Ramenés sur le continent, ils sont menottés par les forces de l'ordre tunisiennes, enfants compris, et embarqués dans des bus en direction de la frontière libyenne. Ils sont frappés puis mis dans "une cage en plein air". Rose se souvient que deux Ivoiriens ont tenté de s'évader et ont été abattus. Après 21 jours, ils embarquent de nuit vers la frontière: "On devait passer un par un et les Libyens donnaient un bidon de carburant par migrant". Emprisonnée côté libyen, elle y reste un mois, "en payant le prix", comme de nombreuses femmes... Elle a pris la mer avec une quarantaine d'autres personnes à bord d'un pneumatique et a foulé le sol italien le 22 février dernier, date qu'elle "n'oubliera jamais".

Des images satellites qui confirment des témoignages

Dans le cadre du rapport State Trafficking, l'organisation Border Forensics, qui utilise des méthodes innovantes d'analyse spatiale et visuelle, a mené une enquête sur la frontière tuniso-libyenne qui corrobore les témoignages recueillis auprès des victimes. Sur l'unique vidéo existante à cette frontière, publiée par l'ONG Refugees in Libya, on voit des personnes noires marchant en file indienne en présence des autorités tunisiennes et libyennes. On y repère clairement l'une des antennes électriques mentionnées dans les récits.

Cette vidéo a été le point de départ de l'investigation, explique Filippo Furri, chercheur en anthropologie et membre de l'organisation. "Ensuite, nous avons essayé de reconstituer les possibles trajets vers la prison d'Al Assah en Libye, qui était le lieu de rétention le plus évoqué par les témoins." Sur base d'images satellites détaillées et temporellement proches des témoignages, un ensemble de traces concordantes ont été collectées. "Par exemple dans le mur de sable à la frontière, on observe une fracture qui est un passage. On a pu vérifier des traces du paysage qui correspondait aux faits et aux événements que les témoins apportaient." Pour Border Forensics, la spatialisation de ces données renforce la crédibilité des témoignages. Elle rend visible ce que les récits décrivent. →



Rose vit dans un centre pour demandeurs d'asile, en Italie. Loin des regards, loin du monde.

→ Franck Yotedje est directeur de l'association Afrique Intelligence, qui soutient les migrants en Tunisie. Il a été confronté au cas d'un jeune en situation régulière, arrêté à la banque car soupçonné de retirer de l'argent pour un ami vivant dans la clandestinité (ce qui a été interdit dans le cadre de la répression grandissante envers les personnes noires) et placé en détention à Sfax. L'avocat de l'association est intervenu rapidement mais sans succès. Sentence éclair: un emprisonnement de 6 mois. Franck Yotedje et l'avocat lui rendent visite régulièrement. En mars 2024, le directeur reçoit un appel d'un numéro libyen, il s'agissait du jeune en question, qui était enfermé dans une prison en Libye et qui devait payer une rançon pour en sortir. "Au début, on a pensé à un canular! Il était censé être emprisonné à Sfax, que fait-il en Libye? Il était sous la responsabilité de l'État tunisien, dépendant du ministère de la Justice." L'association interpelle les autorités et dépose plainte au tribunal de Sfax, celui-là même qui avait rendu le verdict de sa détention, pour disparition et enlèvement de personne. Cette interpellation a signé la descente aux enfers de l'association: menaces envers elle et ses membres via des perquisitions et autres visites militarisées. Le directeur vit aujourd'hui en exil mais il continue de porter la voix

des migrants. Selon lui, la crise économique et politique qui frappe la Tunisie actuellement a développé un climat de haine envers les étrangers, bouc émissaire des souffrances du peuple. Les politiques adoptées par les autorités tunisiennes, financées par l'UE, renforcent le trafic de migrants car elles donnent un blanc-seing aux trafiquants en créant des routes pour kidnapper, passer et monnayer.

Double impasse

Majdi Karbai, ancien député de la diaspora tunisienne, engagé sur la défense des droits humains et exilé en Italie, témoigne. Pour lui, le plus préoccupant, c'est l'évolution de l'opinion publique. Le discours officiel alimente un climat de méfiance et de haine à l'égard des migrants subsahariens, ce qui accentue leur vulnérabilité et limite les capacités d'action de la société civile. "Aujourd'hui, si tu donnes de l'eau ou un sandwich à un migrant, tu risques la prison", résume-t-il. La Tunisie est prise dans une double impasse: celle imposée de l'extérieur par l'UE qui exerce une pression dans la gestion de ses frontières, et celle d'une instrumentalisation interne de la question migratoire à des fins politiques. Cela crée un vide de protection pour les migrants en fragilisant l'État de droit. Selon l'ancien député, derrière les accords et les aides promises par l'UE, il y a une logique claire: sous-traiter à la Tunisie le "sale travail". Bruxelles se présente comme un défenseur des droits humains tout en fermant les yeux sur leur violation, cautionnant et même parfois encourageant les pratiques de refoulement, de détention arbitraire et de marchandisation des migrants.

Un porte-parole de la Commission que nous avons interrogé souligne que le cœur de son action avec les pays partenaires est d'assurer des retours volontaires "sûrs et dignes" et de renforcer les capacités dans la gestion des frontières. Il affirme que "pour l'UE, le respect des droits humains est central, et en conformité avec les obligations du droit international", en rejettant la faute sur les pays partenaires "souverains quant aux politiques mises en œuvre sur le terrain". Il insiste enfin sur le fait que "cette coopération vise à sauver des vies en mer et dans le désert, à alléger les souffrances des migrants et des réfugiés, et à démanteler les réseaux de passeurs, tout en répondant aux besoins de protection d'urgence". Un narratif totalement dissonant à la lumière des témoignages qui nous parviennent encore aujourd'hui. Précisons aussi que l'année 2024 a été la plus meurtrière pour les migrants, selon de nouvelles données de l'International Organization for Migration. *

Cette enquête a été réalisée avec le soutien du Fonds pour le journalisme.

**"Aujourd'hui, en Tunisie,
si tu donnes de l'eau ou
un sandwich à un migrant,
tu risques la prison..."**